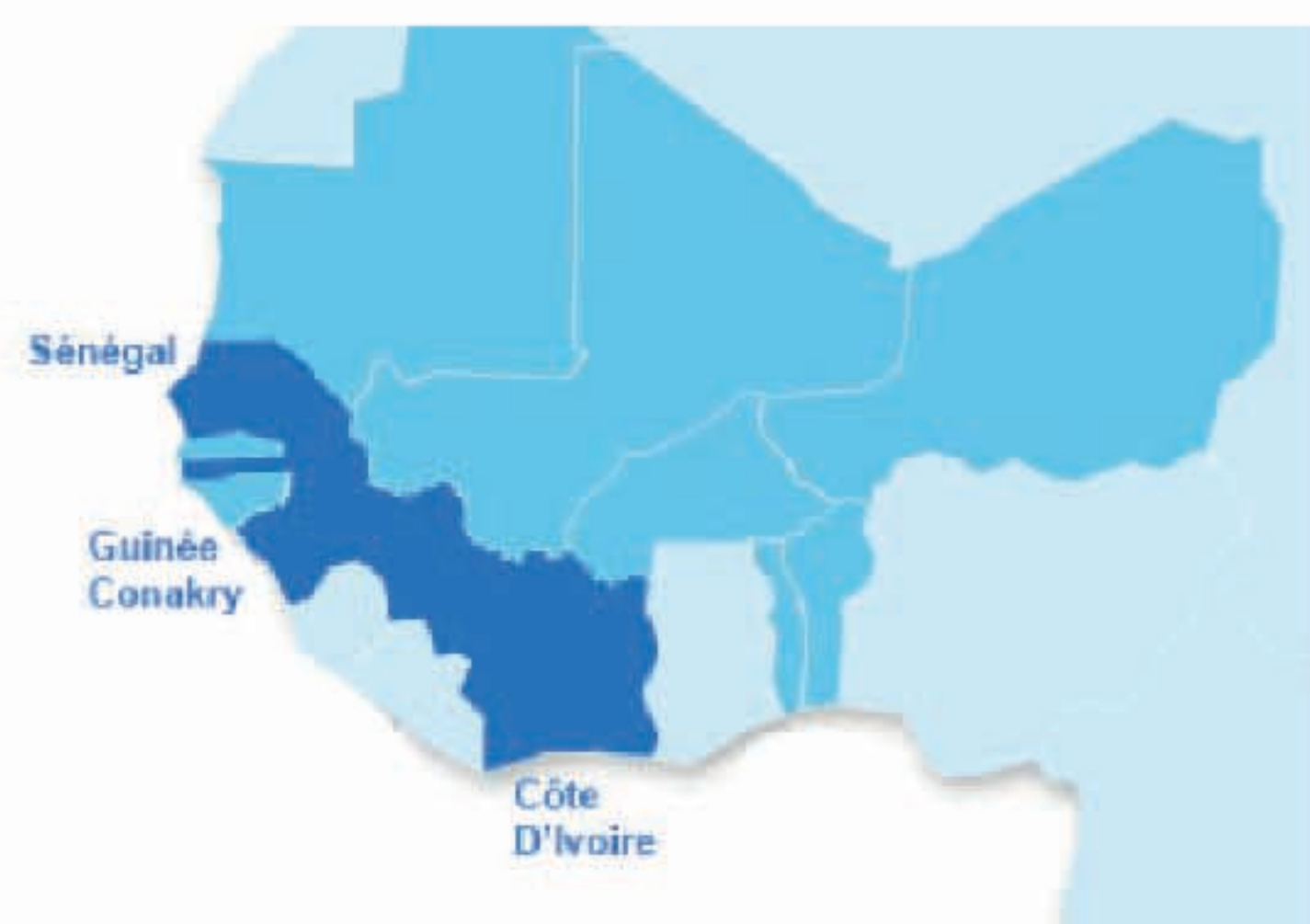


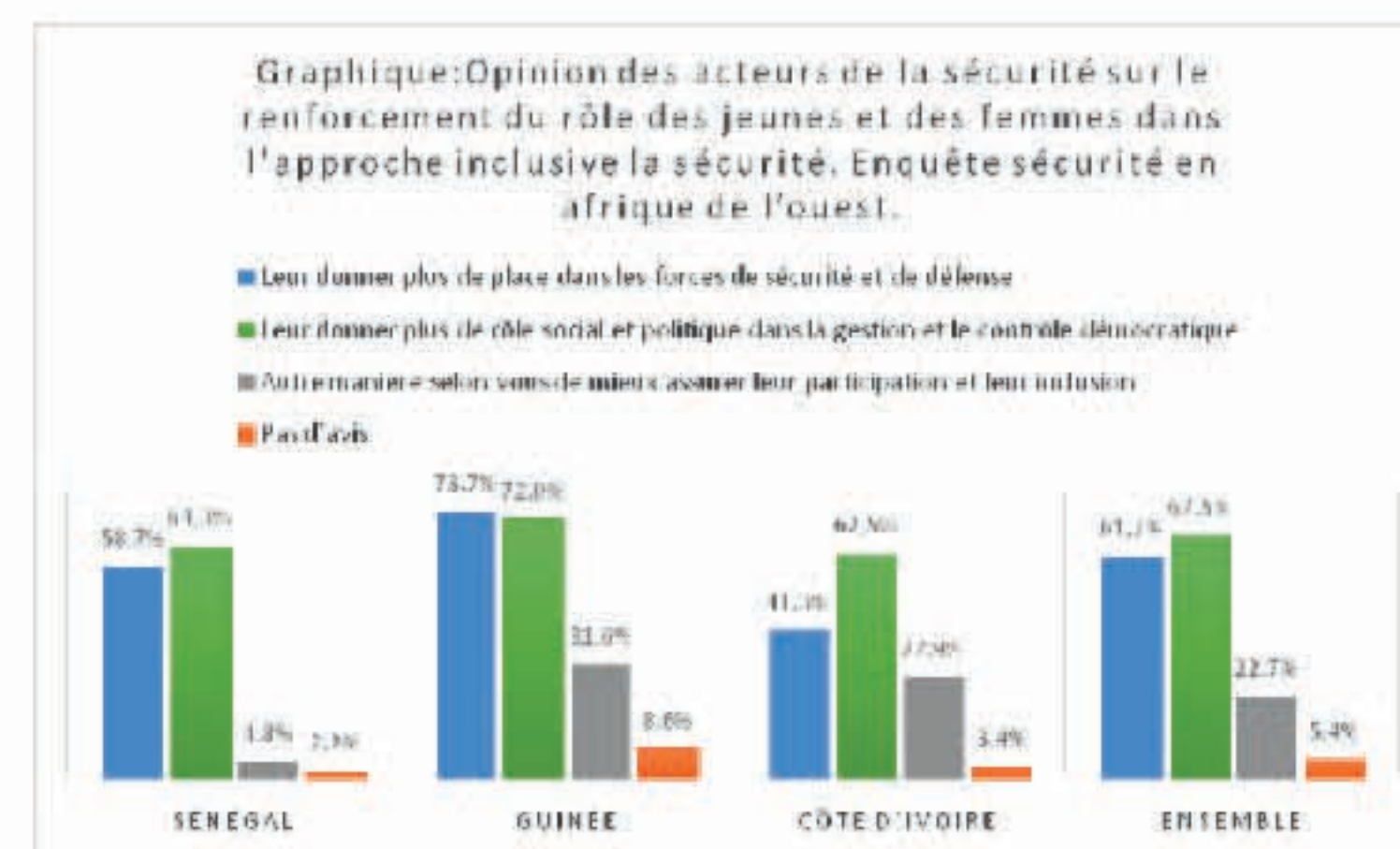
Recherches approfondies et partenariats nécessaires

Au vu de la complexité et de la nouveauté du concept de « sécurité participative », une collaboration avec divers acteurs étatiques et non étatiques s'avère nécessaire. PWA et les Universités, les Instituts de recherche sur la sécurité et les écoles de formation doivent nouer un partenariat pour la mise en place de Masters sur la sécurité inclusive.

Un partenariat PWA-Ministères en charge des Forces armées, de la sécurité publique, de l'économie et des finances renforcé devrait permettre à ces derniers de s'approprier les résultats de cette recherche et de soutenir le renforcement des effectifs des femmes et des jeunes dans les FDS, mais aussi le renforcement de leurs capacités pour les rendre aptes à occuper des postes de responsabilité.



Les associations de femmes et de jeunes (groupements de femmes, association de quartiers, associations sportives et culturelles, etc.) doivent convenir d'un partenariat avec les Organisations de la Société Civile spécialisées dans les questions de sécurité et de Droits de l'Homme pour la formation de leurs membres.



Pour en savoir plus :

Chef du Projet : Dr Adjaratou Wakha AIDARA NDIAYE, awakha@partnerswestafrica.org
Coordinateur Principal : Pr Massaer DIALLO
Contributeurs : M. Mamadou DRAME et M. Saliou DIOP
Sites web de référence : www.partnerswestafrica.org - www.crdi.ca/villes

Ce document a été élaboré dans le cadre du programme de recherche " **Promotion d'une approche inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest** ", financé par le **CRDI**.

Adresse : Liberté 6 Extension
 Lot 139 - BP : 25 887
 Cité des Jeunes Cadres Lébois
 Tél. : +(221) 33 867 70 98
 Fax : +(221) 33 867 70 97



Promotion d'une approche inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest



Rôle des femmes et des jeunes dans la sécurité inclusive en Afrique de l'Ouest

Messages-clés

- Toutes les parties enquêtées, aussi bien acteurs de la sécurité que populations civiles se sont prononcées en faveur d'une plus grande implication des femmes et des jeunes dans les rangs des forces de défense et de sécurité (FDS) et à des postes de responsabilité.
- Les ministères en charge de la Sécurité Publique, des Forces Armées, de l'Economie et des Finances doivent non seulement augmenter les effectifs des jeunes et des femmes dans les FDS mais aussi les promouvoir aux postes de responsabilité.
- Les Associations de la Société civile doivent s'impliquer dans la formation et la sensibilisation des jeunes et des femmes sur leur rôle dans la prévention de l'insécurité.
- Les associations d'élus et les structures d'appui au développement local doivent développer des formations spécifiques pour les jeunes et les femmes élus afin de leur permettre d'intégrer les commissions en charge des questions sécuritaires et apporter des changements.
- Le chômage étant un facteur d'insécurité, les Ministères en charge de l'éducation et de la formation professionnelle doivent développer des stratégies pour favoriser l'employabilité des jeunes et des femmes.

Quel est le problème ?

Le débat sur la place des femmes et des jeunes dans la vie politique et sociale de leurs pays est au cœur des questions de développement. Dans la majeure partie des pays du monde, les hommes sont plus impliqués que les femmes dans la vie politique, économique, sociale et sécuritaire de leurs communautés.

Cette situation est plus perceptible en Afrique de l'Ouest où leur accès à l'éducation, aux ressources économiques et naturelles ainsi qu'aux sphères du pouvoir est limité.

Cette recherche a pour objectif d'évaluer, en Afrique de l'Ouest, le niveau d'implication des organisations de la société civile particulièrement des femmes et des jeunes dans la prise en charge de la sécurité et de proposer des solutions pour une participation effective.

La Côte d'Ivoire, la Guinée et le Sénégal, caractérisés par des contextes politiques et institutionnels à la fois similaires et spécifiques, ont été ciblés. Le Sénégal a la particularité de ne pas avoir connu de crise malgré la montée en puissance de l'insécurité dans un contexte de terrorisme.

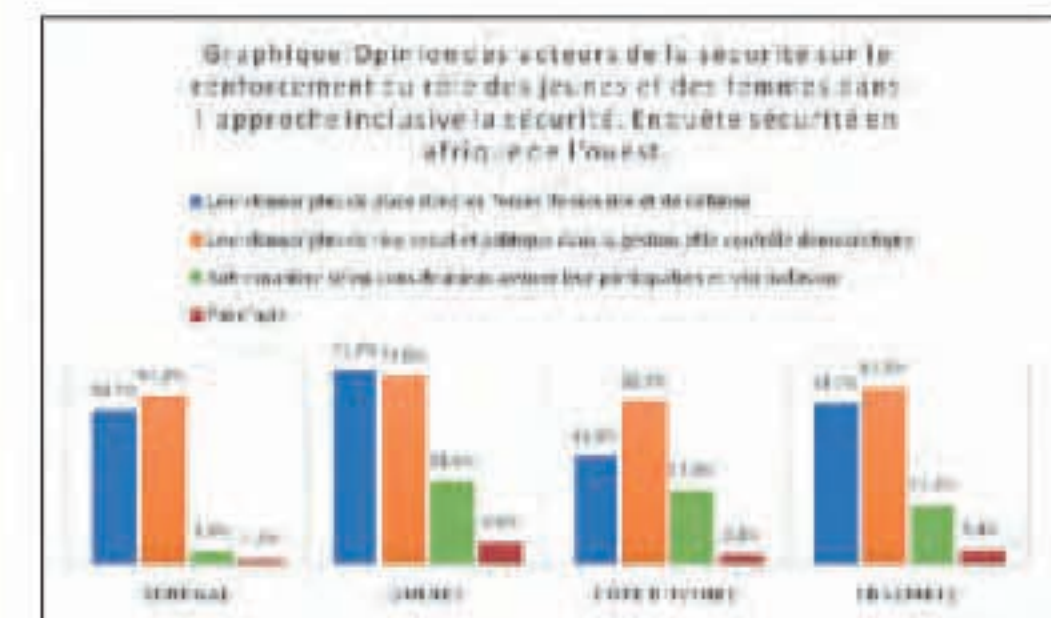
La Guinée et la Côte d'Ivoire ont traversé une longue crise politique. Si la première a su l'endiguer, en Côte d'Ivoire, elle a débouché sur un conflit armé. Depuis, ces 2 pays ont engagé un processus de réforme de la sécurité.

Qu'avons-nous appris ?

Cette recherche a permis d'une part, de confirmer la faible implication des femmes et des jeunes dans la gestion de la sécurité de leurs communautés et d'autre part, de faire ressortir une forte volonté de toutes les parties d'accorder aux femmes et aux jeunes plus de place dans les FDS et dans la gestion et le contrôle démocratique.

Alors qu'elles sont réputées conservatrices et fermées, les FDS se sont fortement prononcées pour une ouverture et une meilleure intégration des femmes dans les problèmes sécuritaires.

En moyenne dans les 3 pays, 61,7 % des acteurs de la sécurité dont 58,7% au Sénégal, 73,7% en Guinée et 41,3 % en Côte d'Ivoire, pensent qu'il faut renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans l'approche inclusive de la sécurité par une plus forte présence dans les FDS.

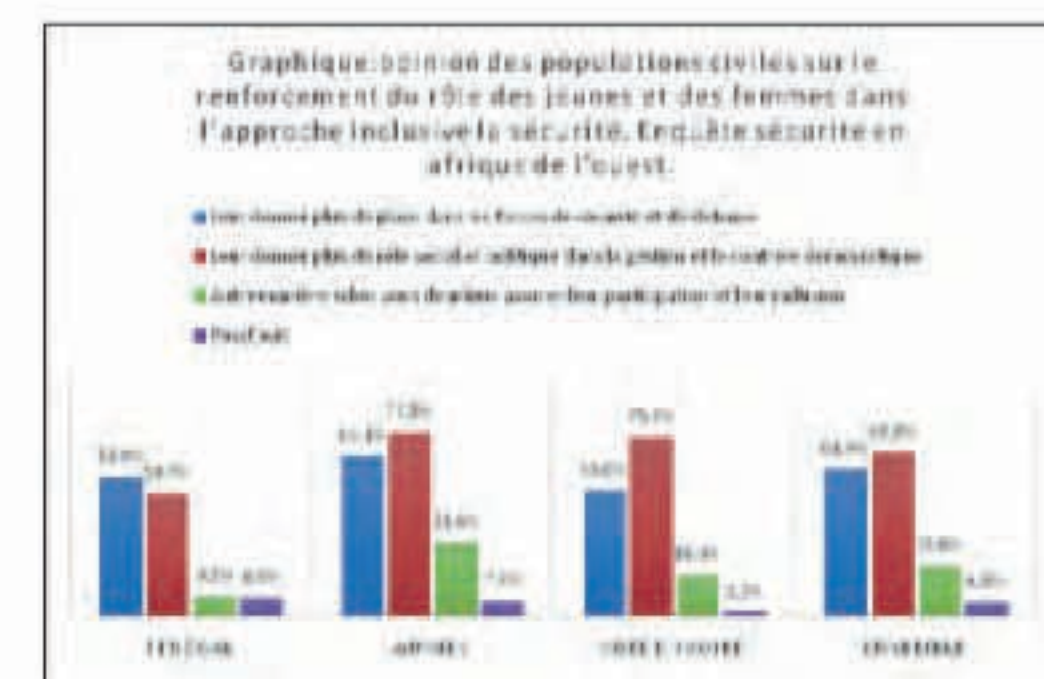


La même tendance se confirme pour donner aux femmes et aux jeunes plus de rôle social et politique dans la gestion et le contrôle démocratique.

La moyenne des 3 pays est de 67,5% dont 62,5% en Côte d'Ivoire, 72% en Guinée et 64,3% au Sénégal.

Chez les populations civiles, en moyenne dans les 3 pays, 61,9% dont 67,4% en Guinée, 58,8% au Sénégal et 53% en Côte d'Ivoire pensent qu'il faut renforcer le rôle des femmes et

des jeunes dans l'approche inclusive de la sécurité par une plus forte présence dans les FDS.



S'agissant de la gestion et du contrôle démocratique, 68,8 % en moyenne dans les 3 pays, dont 75,3% en Côte d'Ivoire, 77,1% en Guinée et 51,7% au Sénégal, pensent qu'il faut leur donner plus de rôle social et politique.

Cependant, il est important de noter que si toutes les FDS de la Guinée et du Sénégal ont accordé les autorisations nécessaires aux enquêtes, en Côte d'Ivoire, seules la police et la gendarmerie ont été enquêtées. La situation politico-sécuritaire du pays explique sans doute la non-obtention de cette autorisation de l'armée.

Quels sont les effets induits par la recherche ?

Cette recherche, a eu des impacts aussi bien sur les enquêtés que sur les chercheurs qui y ont pris part. Les enquêtés ont pu mieux appréhender toutes les dimensions de la sécurité grâce aux échanges avec les chercheurs et enquêteurs. En effet, lors des enquêtes, plusieurs questions sont revenues sur la signification des concepts de « sécurité inclusive, sécurité environnementale, sécurité sanitaire, etc. ».

Cette méthode interactive a facilité la collaboration entre enquêtés et équipes de recherches. C'est le cas en Côte d'Ivoire, où très méfiantes au début, les FDS ont fini par coopérer après la cérémonie de lancement du projet, organisée dans chacun des 3 pays, sous le leadership du Général Lamine Cissé, Président du Conseil d'Administration de PWA et du Pr Massaër Diallo, Coordinateur principal du projet. Les cérémonies de lancement ont vu la participation des représentants des Gouvernements, des OSC et des différents corps des FDS.

Par ailleurs, en mettant ensemble chercheurs seniors et juniors, cette recherche a été une opportunité de renforcement des capacités pour ces derniers, augmentant ainsi le potentiel de recherche de l'Afrique de l'Ouest sur les questions sécuritaires.

« Ce projet m'a permis de renforcer mes connaissances sur la sécurité inclusive et davantage sur la responsabilité du citoyen dans la prise en charge de sa propre sécurité. Il a également été une occasion pour moi de bénéficier de l'expérience du chercheur senior notamment sur les aspects méthodologiques ». M. Lamine FAYE, chercheur junior de l'équipe du Sénégal.

Comment avons - nous procédé ?

La méthodologie a combiné recherches qualitative et quantitative et s'est focalisée sur les populations civiles et les FDS. Une revue documentaire a permis d'appréhender la question sécuritaire.

Les enquêtes, focus-group et interviews ont été utilisés selon les cibles. Il s'agit des pouvoirs publics, leaders d'opinion et acteurs non-étatiques qui interviennent sur les questions de sécurité, de toutes les couches de la population dont entre autres les étudiants, les personnes vulnérables, les associations de jeunes, les groupements de femmes, les parlementaires, les FDS et leurs familles, mais aussi des citoyens lambda.

Les données recueillies ont porté sur les connaissances et opinions sur l'objectif, l'organisation et la gestion de la sécurité, sur l'implication des femmes, des jeunes mais également du secteur privé, sur les conditions et facteurs sociaux culturels et économiques spécifiques facilitant et/ou contraignant l'adoption d'une approche inclusive et enfin l'adaptation des leçons et connaissances acquises ailleurs en Afrique de l'Ouest.

Ces données ont permis de disposer d'une base de données sur la thématique avec un focus sur les femmes et les jeunes.



Quelles sont les implications sur les politiques publiques et les pratiques ?

Les ministères respectivement en charge de la Sécurité Publique, des Forces Armées, de l'Economie et des Finances doivent non seulement augmenter les effectifs des jeunes et des femmes dans les FDS mais aussi les promouvoir aux postes de responsabilité.

Les collectivités locales, les associations locales et nationales d'élus et les structures publiques d'appui au développement local doivent développer des formations spécifiques pour les jeunes et les femmes élus afin de leur permettre d'intégrer les commissions en charge des questions sécuritaires et d'apporter des changements.

Les collectivités locales, en relation avec les services déconcentrés des ministères en charge de la jeunesse et de la femme, doivent se rapprocher des Partenaires Techniques et Financiers pour développer à grande échelle des programmes de renforcement des capacités des associations de femmes et de jeunes, pour in fine, leur permettre de s'impliquer dans la gestion et le contrôle démocratique mais aussi dans la prise en charge de leur sécurité.

Les Assemblées nationales doivent veiller à l'application de la loi sur la parité à tous les niveaux.

Le chômage étant un facteur d'insécurité, les Ministères en charge de l'éducation et de la formation professionnelle doivent développer des stratégies pour favoriser l'employabilité des jeunes et des femmes et développer leurs capacités en entrepreneuriat.

Pour prévenir les conflits, les organisations de la société civile et les Etats doivent renforcer les initiatives de bonne gouvernance pour instaurer une culture du débat, de la réflexion et surtout de l'éthique.